Table des matières

Introduction	7
---------------------	---

TITRE I

Établissement du lien de parenté

Chapitre I. La filiation	11
Section 1. Questions de droit international privé par Silvia PFEIFF	11
Sous-section 1. Quand les autorités belges sont-elles compétentes ?	11
Sous-section 2. Quelle sera la loi applicable par le juge belge ?	12
Section 2. Établissement et contestation de la filiation par Nathalie MASSAGER	18
Sous-section 1. Cadre légal	18
§ 1. Notion et principes	18
§ 2. Structure	30
§ 3. Filiation maternelle	36
A. Maternité établie par effet de la loi	37
B. Maternité établie par reconnaissance	39
C. Maternité établie par jugement	40
D. Procréation médicalement assistée	40
§ 4. Filiation paternelle	42
A. Paternité établie par effet de la loi	42
B. Paternité établie par reconnaissance	49
C. Paternité établie par jugement	62
D. Action alimentaire non déclarative de filiation	71
E. Procréation médicalement assistée	72
§ 5. Filiation dans un couple de même sexe	75
A. Comaternité	75
B. Copaternité	77
Sous-section 2. Contentieux en matière de filiation	78
§ 1. Particularité et enjeux	78
§ 2. Méthode de résolution des litiges	80

A.	Première étape : droit international privé	80
B.	Seconde étape : la qualité pour agir	82
C.	Troisième étape : le délai pour agir	84
D.	Quatrième étape : les fins de non-recevoir	89
E.	Cinquième étape : le fondement	94
F.	Sixième étape : la balance des intérêts	96
G.	Actions en responsabilité en matière de filiation	108
Sous-section 3.	La GPA, l'uniparenté et la coparentalité	110
§ 1.	Gestation pour autrui	110
§ 2.	Uniparenté et pluriparentalité	115
Sous-section 4.	Effets de la filiation	118
Chapitre II.	Adoption intrafamiliale et jurisprudence de la Cour constitutionnelle par Nicole GALLUS	119
Section 1.	Adoption intrafamiliale, cohabitation et refus de consentement	119
Sous-section 1.	Introduction	119
Sous-section 2.	Jurisprudence de la Cour constitutionnelle	120
Sous-section 3.	Prise en compte des arrêts de la Cour constitutionnelle et réforme du droit de l'adoption	126
Sous-section 4.	Adoption et beau-parenté bilatérale	127
Section 2.	Adoption et empêchement à mariage	128
Section 3.	Condition d'âge requise pour l'adoption	129
Section 4.	Gestation pour autrui et adoption	130

TITRE II

Effets de la parenté

Chapitre I.	Le nom et le prénom	135
Section 1.	Questions de droit international privé par Silvia PFEIFF	135
Sous-section 1.	Quand les autorités belges sont-elles compétentes?	135
Sous-section 2.	Quelle sera la loi applicable par l'autorité belge afin de déterminer le nom et le prénom d'une personne?	135
Section 2.	Nom et prénom de l'enfant par Nicole GALLUS	137

Sous-section 1. Règles de transmission du nom applicables à l'enfant mineur	137
§ 1. Principes	137
§ 2. Filiation unique ou absence de filiation	138
§ 3. Double filiation simultanée	138
§ 4. Établissement successif des filiations	140
A. Droit antérieur à la loi du 19 décembre 2023	140
B. Jurisprudence de la Cour constitutionnelle	142
C. Modifications apportées par la loi du 19 décembre 2023	144
§ 5. Modification du nom à la suite d'une contestation de filiation	145
A. Droit antérieur à la loi du 19 décembre 2023	145
B. Réforme du 19 décembre 2023	147
§ 6. Synthèse des nouvelles dispositions relatives à l'attribution du nom à l'enfant mineur	147
Sous-section 2. Le nom de l'enfant majeur	148
§ 1. Règles applicables	148
A. Droit antérieur à la réforme du 19 décembre 2023	148
B. Premières modifications des textes légaux en 2018	149
C. La réforme de décembre 2023	151
Sous-section 3. Le nom de l'enfant adopté	152
§ 1. Règles applicables	152
§ 2. Adoptions successives et nouvelle adoption	153
§ 3. Consentement de l'adopté	153
Sous-section 4. Changement de nom par voie administrative	153
§ 1. Modification du nom sans modification de la filiation	153
§ 2. Procédure classique de changement de nom	154
§ 3. Procédure « simplifiée » de changement de nom	155
Sous-section 5. Le prénom	155
§ 1. Choix et modification du prénom	155
§ 2. Le prénom des personnes transgenres	156
§ 3. Le prénom de l'enfant adopté	158

Chapitre II. La responsabilité parentale	159
Section 1. Questions de droit international privé par Silvia PFEIFF	159
Sous-section 1. Quand les juridictions belges seront-elles compétentes?	159
§ 1. Remarques préalables: les instruments applicables	159
§ 2. La compétence fondée sur la résidence habituelle de l'enfant en Belgique	160
§ 3. La compétence fondée sur le choix des parties	160
§ 4. La compétence fondée sur la présence de l'enfant sur le territoire belge	162
§ 5. La compétence fondée sur la nationalité belge de l'enfant et les autres critères de rattachement généraux du Code de droit international privé	162
§ 6. Le transfert de compétence	163
A. Le transfert entre États membres de l'Union européenne	163
B. Le transfert entre États parties à la Convention de La Haye de 1996	168
§ 7. La compétence liée aux mesures urgentes et provisoires	168
Sous-section 2. Quelle sera la loi applicable par le juge belge?	169
Section 2. Droits fondamentaux de l'enfant en matière familiale par Nathalie MASSAGER	171
Sous-section 1. Les droits fondamentaux de l'enfant mineur	171
§ 1. La Convention internationale des droits de l'enfant	171
§ 2. L'intérêt supérieur de l'enfant	175
Sous-section 2. Le droit de l'enfant mineur à l'autodétermination	178
§ 1. La capacité résiduelle de l'enfant mineur	178
§ 2. L'autonomie de décision de l'enfant mineur	180
A. Le droit du mineur d'être entendu par le juge	182
B. Le droit du mineur à l'autonomie de décision en matière de santé	185
C. Le droit du mineur en matière de modification du genre et du prénom	188
D. Le droit du mineur au respect de sa vie privée et le droit à l'image du mineur	189

E.	Le droit du mineur au respect de la liberté de conscience et de religion	191
F.	Les droits du mineur en matière de filiation et d'adoption	192
G.	Le droit du mineur en matière de nom	193
H.	Les droits du mineur en qualité de parent	194
I.	Les droits du mineur en matière de mariage	194
J.	Les droits du mineur sur le plan patrimonial et alimentaire	194
K.	Les droits du mineur concernant le traitement de ses données personnelles	196
Sous-section 3. Le droit de l'enfant mineur à la prise en considération primordiale de son opinion		199
§ 1.	Le droit fondamental de l'enfant mineur d'exprimer son opinion	199
A.	Cadre normatif	199
B.	Droit du mineur à la prise en considération de son opinion	203
C.	Droit de l'enfant doté du discernement	208
D.	Garanties procédurales	211
§ 2.	Le droit d'audition de l'enfant mineur	212
A.	Expression d'un droit fondamental de l'enfant	212
B.	Procédure d'audition de l'enfant mineur	215
C.	Garanties du droit d'audition de l'enfant mineur	220
Sous-section 4. La protection de l'enfant mineur contre les violences intrafamiliales		236
§ 1.	La Convention d'Istanbul	236
§ 2.	La protection du conjoint victime de violences intrafamiliales	240
A.	La violence conjugale structurelle	240
B.	Droit pénal	241
C.	Droit civil	242
§ 3.	La protection de l'enfant mineur victime de violences intrafamiliales	251
A.	Le droit fondamental de l'enfant mineur d'être protégé contre les violences intrafamiliales	251
B.	La jurisprudence de la Cour de Strasbourg	255

C. Le droit positif	258
Section 3. Autorité parentale par Nathalie MASSAGER	272
Sous-section 1. Cadre légal	272
§ 1. Notion et principes	272
§ 2. Évolution	277
§ 3. Les titulaires de l'autorité parentale	287
§ 4. L'exercice de l'autorité parentale	294
A. Le principe de l'exercice conjoint de l'autorité parentale	294
B. L'exercice exclusif de l'autorité parentale	302
C. L'exercice modalisé de l'autorité parentale	304
Sous-section 2. Contentieux judiciaire en matière d'autorité parentale	305
§ 1. Critères et méthodologie en matière d'autorité parentale	305
A. Critères légaux : opinion de l'enfant et unité de la fratrie	306
B. Mesures d'investigation et avis du ministère public	306
C. Accords parentaux	307
D. Appréciation <i>in concreto</i> de l'intérêt de l'enfant concerné	308
§ 2. Contentieux portant sur le mode d'exercice de l'autorité parentale	319
§ 3. Contentieux portant sur des décisions ciblées relevant de l'autorité parentale	329
A. Problématique des voies de fait	329
B. Décisions relatives à la santé de l'enfant mineur	332
C. Décisions relatives à l'identité de l'enfant mineur	334
D. Décisions relatives au domicile de l'enfant mineur	340
E. Décision d'expatriation avec l'enfant mineur	342
F. Décisions relatives à l'orientation religieuse ou philosophique de l'enfant mineur	348
G. Décisions relatives à la scolarité de l'enfant mineur	354
H. Décisions relatives aux activités parascolaires de l'enfant mineur	360

I.	Décisions relatives aux vacances de l'enfant mineur	367
J.	Décisions relatives aux frais extraordinaires pour l'enfant mineur	374
Section 4.	Droit d'hébergement par Nathalie MASSAGER	384
Sous-section 1.	Cadre légal	384
§ 1.	Notion et principes	384
§ 2.	Évolution	391
§ 3.	La loi du 18 juillet 2006	400
A.	Priorisation de l'hébergement égalitaire	400
B.	Exécution forcée des décisions en matière d'hébergement	408
§ 4.	Mesures d'investigation	413
A.	Expertise judiciaire	413
B.	Étude sociale et enquête de police	420
§ 5.	Suspension ou médiatisation	421
A.	Suspension du droit d'hébergement	421
B.	Médiatisation d'hébergement	422
Sous-section 2.	Droits fondamentaux de l'enfant mineur en matière d'hébergement	423
§ 1.	Droits fondamentaux de l'enfant	423
§ 2.	Protection de l'enfant contre les violences intrafamiliales	427
Sous-section 3.	Le contentieux judiciaire en matière d'hébergement	430
§ 1.	Critères légaux	430
A.	Critères imposés par la loi du 18 juillet 2006	431
B.	Critère imposé par la loi du 20 mai 2021	434
§ 2.	Critères jurisprudentiels	436
A.	Critères génériques	436
B.	Critères conjoncturels	461
§ 3.	Droit des tiers aux relations personnelles	472
Section 5.	L'enlèvement international d'enfant par Silvia PFEIFF	474
Sous-section 1.	Propos introductifs	474
Sous-section 2.	Le mécanisme de retour prévu dans la Convention de La Haye de 1980	477
§ 1.	Présentation générale de la Convention	477

§ 2. Déroulement de la procédure de retour fondée sur la Convention de La Haye	480
§ 3. Les suites de la décision prononcée par la juridiction de l'État requis	483
Sous-section 3. La particularité des déplacements illicites intra-européens : les apports du règlement Bruxelles IIter	484
§ 1. Les dispositions complétant la procédure de retour	484
A. Phase I : la procédure de retour fondée sur la Convention de La Haye de 1980	485
B. Phase II : l'éventuel recours international au fond devant les juridictions de l'État d'origine en cas de décision de refus de retour	499
C. Phase III : l'exécution d'une décision au fond impliquant le retour de l'enfant	503
§ 2. Les règles de droit matériel visant à renforcer la protection de l'intérêt supérieur de l'enfant déplacé	515
A. La faveur accordée à l'audition de l'enfant	515
B. La promotion de la médiation	518
C. La volonté d'accélérer le processus	519
Chapitre III. Les obligations alimentaires	525
Section 1. Questions de droit international privé par Silvia PFEIFF	525
Sous-section 1. Quand les autorités belges sont-elles compétentes ?	525
Sous-section 2. Quelle sera la loi applicable par le juge belge ?	527
Section 2. Obligation d'entretien et d'éducation des enfants par Nicole GALLUS	530
Sous-section 1. Définition et généralités	530
Sous-section 2. Obligation et contribution à la dette	532
Sous-section 3. Étendue de l'obligation quant à son objet	535
§ 1. Quantum de l'obligation	535
§ 2. Modalités particulières d'exécution	539
§ 3. Les frais exceptionnels	540
Sous-section 4. Inexécution des obligations et recherche de prévisibilité	542
Sous-section 5. Étendue de l'obligation dans le temps	546

§ 1. Autorité parentale et obligation d'entretien	546
§ 2. Durée de l'obligation	546
§ 3. La formation adéquate et la modification des obligations alimentaires	547
Sous-section 6. Obligation d'entretien et d'éducation et procédure	549
§ 1. Tribunaux compétents	549
§ 2. Cas particulier du divorce par consentement mutuel	550
A. Durant la procédure de divorce par consentement mutuel	550
B. Après divorce par consentement mutuel	551
§ 3. Obligation d'entretien et d'éducation des enfants et intentement de l'action judiciaire	553
§ 4. Questions diverses	555
Chapitre IV. Enfant mineur et droit successoral	
par Nathalie MASSAGER	559
Section 1. Vocation successorale de l'enfant mineur	559
Sous-section 1. Capacité à succéder	559
Sous-section 2. Droits successoraux de l'enfant dans la dévolution légale	562
§ 1. Règle de l'ordre	562
§ 2. Règle du degré	564
§ 3. Concours avec le conjoint ou cohabitant légal survivant	565
A. Droits successoraux du conjoint survivant	565
B. Droits successoraux du cohabitant légal survivant	568
§ 4. Décès d'un frère ou d'une sœur n'ayant pas eu d'enfant	569
Sous-section 3. Droits successoraux de l'enfant dans la dévolution testamentaire	571
Sous-section 4. Droits successoraux de l'enfant dans une famille recomposée	574
Sous-section 5. Obligation alimentaire au profit de l'enfant dont le parent est décédé	577
Section 2. Succession de l'enfant mineur décédé	578
ANTHEMIS	679

Chapitre V. Enfant mineur et responsabilité civile	
par Nathalie MASSAGER	579
Section 1. La responsabilité personnelle du mineur	579
Sous-section 1. Pas de responsabilité personnelle du mineur de moins de 12 ans	579
Sous-section 2. La responsabilité personnelle du mineur à partir de 12 ans	581
Section 2. La responsabilité sans faute des titulaires de l'autorité sur la personne du mineur	583
Sous-section 1. La responsabilité des titulaires de l'autorité pour les dommages causés par un mineur de moins de 16 ans	583
Sous-section 2. Exception en cas de dommage causé par un mineur âgé de plus de 16 ans en l'absence de faute des parents	586
Sous-section 3. Responsabilité <i>in solidum</i> des mineurs et des titulaires de l'autorité	587

TITRE III

Problématiques en matière de bioéthique

Chapitre I. Absence de statut de l'embryon	par Nicole GALLUS	591
Section 1. Droit belge		591
Sous-section 1. Les questions posées par la qualification de l'embryon		591
Sous-section 2. L'embryon est-il une personne, donc un être titulaire de droits?		592
Sous-section 3. Le commencement d'un droit à la vie		594
Sous-section 4. Conséquences juridiques de ces controverses		595
Sous-section 5. Conclusion		598
Section 2. Jurisprudence internationale et constitutionnelle		600
Sous-section 1. Cour de justice de l'Union européenne		600
Sous-section 2. Cour européenne des droits de l'homme		600
Sous-section 3. Cour constitutionnelle de Belgique		603
Sous-section 4. Conclusion		605

Chapitre II. Le genre par Nicole GALLUS	607
Section 1. État civil, sexe, genre et transsexualité	607
Section 2. La réforme de 2017	612
Sous-section 1. Conditions de fond et de forme de la nouvelle procédure	612
Sous-section 2. La filiation des enfants de la personne transgenre	618
Section 3. L'arrêt de la Cour constitutionnelle du 19 juin 2019 et ses suites	622
Section 4. Conclusion	624
Chapitre III. Inceste, mariage et filiation par Nicole GALLUS	629
Section 1. Les prohibitions de mariage	629
Section 2. Inceste et filiation	632
Section 3. Inceste et adoption	634
Section 4. Modification des règles de procédure	635
Chapitre IV. Enfant mineur et droit médical par Nicole GALLUS	637
Introduction	637
Section 1. La situation du mineur avant 2002	638
Section 2. Reconnaissance juridique de l'autonomie du mineur	643
Sous-section 1. Loi du 22 août 2002 relative aux droits du patient	643
Sous-section 2. Règles complémentaires	646
Sous-section 3. Les conséquences de l'autonomie	648
§ 1. Les conflits entre parents	648
§ 2. Conflit entre le mineur et ses parents	650
Sous-section 4. Conclusion sur la loi des droits du patient	652
Section 3. L'autonomie du mineur dans les lois particulières	653
Sous-section 1. Prélèvement d'organes	654
Sous-section 2. Prélèvement de sang	655
Sous-section 3. Prélèvement de matériel corporel	655
Sous-section 4. Expérimentation sur la personne humaine	655
Sous-section 5. Transidentité	656
Sous-section 6. Procréation médicalement assistée	658
Sous-section 7. Euthanasie	658
Conclusion	661

ANNEXE

Tableau des instruments et critères de rattachement en droit international privé de l'enfance par Silvia PFEIFF

665